

## **CLUSTER MARITIME FRANÇAIS**

47, rue de Monceau  
75008 Paris

N° SIREN 489 847 624  
APE : 9499 Z

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024**

# CLUSTER MARITIME FRANÇAIS

47 rue Monceau  
75 008 PARIS

ASSOCIATION LOI 1901  
N° SIREN 489 847 624  
APE : 9499 Z

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

Aux membres de l'Assemblée Générale,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CLUSTER MARITIME FRANÇAIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions **des articles L.821-53 et R.821-180** du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'**article L.821-55** du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay sous-bois, le 24 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

**LEO JEGARD & ASSOCIES**

Représenté par,

**Franck NACCACHE**

Associé

---

Signé numériquement par Nitro  
Software Belgium NV - Nitro Sign  
Premium pour le compte de Franck  
NACCACHE (+33637777410)  
Date : 24/06/2025 17:33:07  
Signé avec le mot de passe à usage  
unique envoyé par SMS : 809095

**Alexandre MARQUES**

Associé

---

Signé numériquement par Nitro  
Software Belgium NV - Nitro Sign  
Premium pour le compte de  
Alexandre MARQUES  
(+33659101420)  
Date : 24/06/2025 17:41:28  
Signé avec le mot de passe à usage  
unique envoyé par SMS : 450134

Jégard Créatis



# COMPTES ANNUELS



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	15 461	14 869	592	
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	48 536	37 255	11 281	10 721
Immobilisations financières				
Total I	63 997	52 124	11 873	10 721
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	89 219		89 219	105 451
Autres créances	63 503		63 503	75 224
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement	4 423		4 423	285 023
Disponibilités	269 413		269 413	72 638
Charges constatés d'avance	42 715		42 715	71 517
Total II	469 272		469 272	609 852
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	533 269	52 124	481 145	620 573
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	50 640	-102 153
Excédent ou déficit de l'exercice	10 306	152 794
Situation nette (sous-total)	60 946	50 640
Total I	60 946	50 640
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	249 742	292 296
Dettes fiscales et sociales	92 986	92 655
Autres dettes	31 666	17 913
Produits constatés d'avance	45 805	167 068
Total IV	420 199	569 933
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	481 145	620 573
(1) Dont à plus d'un an (a) Dont à moins d'un an (a)	420 199	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

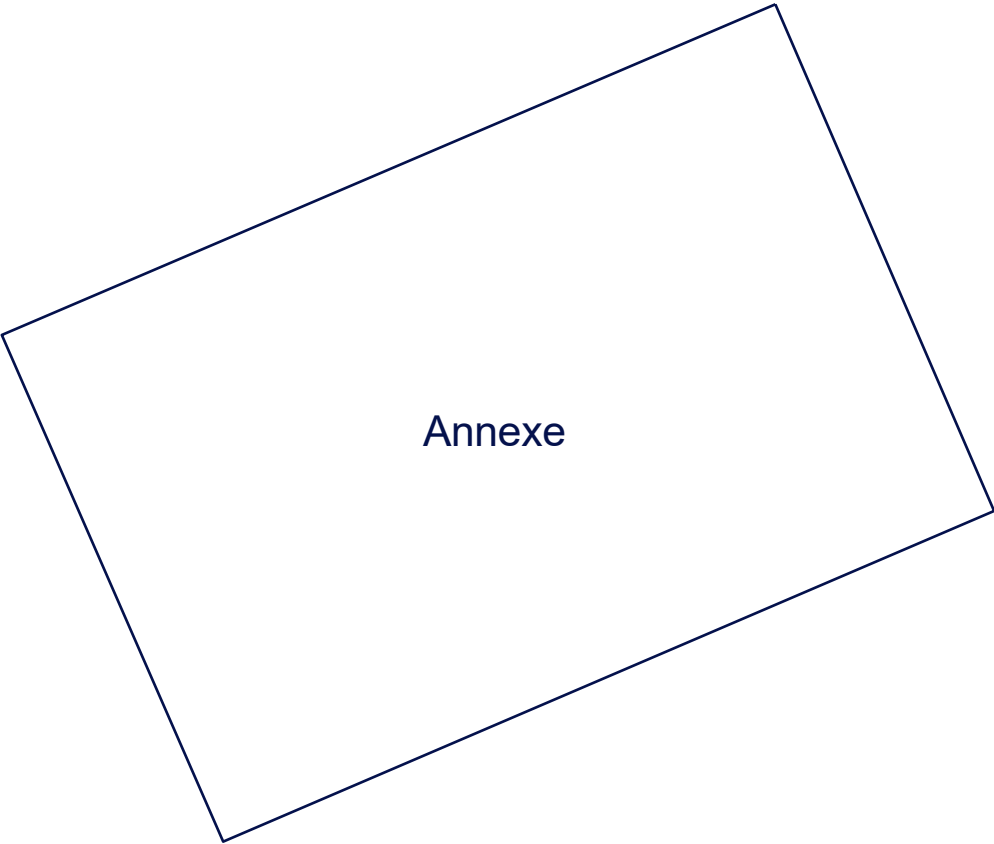


Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de biens et de services		
Ventes de prestations de services	1 314 991	1 301 874
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	109 800	50 000
Autres produits	4 065	4 800
<b>Total I</b>	<b>1 428 856</b>	<b>1 356 674</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	903 439	715 512
Impôts, taxes et versements assimilés	4 345	4 290
Salaires et traitements	343 982	320 766
Charges sociales	161 677	153 468
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 359	3 058
Autres charges	465	1 024
<b>Total II</b>	<b>1 421 268</b>	<b>1 198 117</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>7 589</b>	<b>158 557</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	4 536	1 542
<b>Total III</b>	<b>4 536</b>	<b>1 542</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>4 536</b>	<b>1 542</b>

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	12 125	160 099
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 819	7 305
Total des produits (I+III+V)	1 433 393	1 358 216
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 423 087	1 205 422
EXCEDENT OU DEFICIT	10 306	152 794



## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CLUSTER MARITIME FRANCAIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 481 145 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 10 306 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'association.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### Précisions sur l'activité de l'association

Créé en 2006, le Cluster Maritime Français (CMF), est une association professionnelle qui rassemble tous les acteurs de l'écosystème maritime, de l'industrie aux services et activités maritimes de toute nature. Le CMF compte plus de 450 entités membres : entreprises de toutes tailles, pôles de compétitivité, fédérations sectorielles, associations, laboratoires et centres de recherche, écoles et universités, centre de formation, collectivités et acteurs économiques locaux, ainsi que de la Marine nationale. Le CMF a trois actions clés : communication institutionnelle, synergies opérationnelles, actions d'influence.

Le CMF organise des groupes « synergie » (groupes de travail thématiques), des rencontres, des ateliers, des webinaires, qui rassemblent ses membres sur les enjeux de la filière maritime tels que : Transition écoénergétique, énergies marines renouvelables, Brexit, cybersécurité maritime, drones maritimes, navires autonomes, attractivité des métiers de la mer, égalité professionnelle, exploration et exploitation des grands fonds marins.

Le CMF intervient auprès des décideurs et des pouvoirs publics au premier rang desquels le Ministère de la Mer, créé à l'été 2020. La mer étant un domaine interministériel, le CMF intervient depuis 2017 aux côtés du Secrétaire Général de la mer (service du Premier ministre) via le Comité France Maritime, pour assurer conjointement une meilleure réactivité face aux défis du développement de l'économie bleue.

Pour accompagner la croissance de ses entreprises membres, le CMF est présent en Outre-mer, en Europe et à l'international.

#### Précisions sur les contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature n'ont pas été valorisées car elles n'impactent pas de manière significative l'activité de l'association.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## Règles et méthodes comptables

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Concernant l'application du règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, l'évaluation et la comptabilisation des actifs et du règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs, la société a effectué une revue des actifs concernés et pris la décision de faire usage de la mesure de simplification pour les PME concernant les immobilisations non décomposables.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 2 à 5 ans
- \* Mobilier : 1 à 4 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,4 %
- Taux de croissance des salaires : 3 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 10 %
- Table de taux de mortalité : table INSEE 2016-2018 données déf

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
<b>Valeurs brutes</b>				
Immobilisations incorporelles	14 851	610		15 461
Immobilisations corporelles	40 635	7 901		48 536
Immobilisations financières				
<b>Total</b>	<b>55 485</b>	<b>8 511</b>		<b>63 997</b>
<b>Amortissements &amp; provisions :</b>				
Immobilisations incorporelles	14 851	18		14 869
Immobilisations corporelles	29 914	7 341		37 255
Immobilisations financières				
<b>Total</b>	<b>44 764</b>	<b>7 359</b>		<b>52 124</b>
<b>ACTIF NET</b>				<b>11 873</b>

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 195 437 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	89 219	89 219	
Autres	63 503	63 503	
Charges constatées d'avance	42 715	42 715	
<b>Total</b>	<b>195 437</b>	<b>195 437</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Notes sur le bilan

Produits à recevoir

	Montant
Clients fact.à établir	12 707
Etat & assim - subv à recevoir	11 800
Total	24 507

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	-102 153	152 794			50 640
Excédent ou déficit de l'exercice	152 794	-152 794	10 306		10 306
Situation nette	50 640		10 306		60 946
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	50 640		10 306		60 946

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 420 199 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	249 742	249 742		
Dettes fiscales et sociales	92 986	92 986		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	31 666	31 666		
Produits constatés d'avance	45 805	45 805		
Total	420 199	420 199		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fourn.fact.non parvenues	68 587
Provision congés payés	22 700
Ch soc s/prov CP	10 591
Prov taxe apprentissage	277
Clients, avoirs à établir	27 347
Total	129 502



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	42 715
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	42 715

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Prdts constatés d avance cotisations, opérations	40 805		
Pdts const avance subventions	5 000		
Total	45 805		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation					109 800	109 800
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						109 800

Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 54 996 euros